

ment, puisqu'elles auront fait passer l'Institut du plan, plutôt superficiel, des causes instrumentales ou matérielles de la guerre, à savoir les armes, au niveau beaucoup plus profond des causes secondes ou premières, sous-jacentes aux luttes armées. Les délibérations parlementaires auront également rendu possible, par l'insertion de la clause c), la participation active de l'Institut aux discussions en cours, dans le grand public ou au sein du Gouvernement, concernant l'ensemble de ces questions. Enfin, la mise en exergue dans la partie principale de l'article au lieu de son dernier alinéa, comme c'était le cas auparavant, de l'expression "d'un point de vue canadien" aura fait plus fermement saisir que le nouvel établissement doit s'efforcer dans toutes ses recherches de discerner la part spécifique que le Canada pourrait prendre à la diminution de ces tensions et à la restauration de la stabilité.

Il est clair, à lire les comptes rendus des séances du Comité, que tous les "témoins" prenaient comme point de départ de leur intervention la question de savoir quel est le chemin le plus susceptible de déboucher sur le "plateau" de la sécurité et de la paix internationales : de la réponse apportée à cette question dépendrait la direction générale qu'il y aurait lieu, selon eux, d'imprimer au nouvel organisme. Trois tendances se dégagent de l'analyse de ces témoignages : certains plaident la nécessité de maintenir une dissuasion crédible dans la situation actuelle, sans pour autant nier l'opportunité d'actions simultanées sur d'autres plans, y compris celui de la maîtrise des armements ou, éventuellement même, celui du désarmement; d'autres placent tout leur espoir dans un désarmement complet, radical et sans rémission, associant au seul fait de posséder des armes, la tentation irrésistible de s'en servir; d'autres enfin font valoir que des interventions, positives ou négatives, dans le sens qui vient d'être indiqué, sur le seul plan des armements, ne sont propres à produire tout au plus qu'une simple absence de guerre et que, pour en arriver à une paix véritable, il faut travailler beaucoup plus en profondeur, c'est-à-dire s'attacher à saisir et à comprendre les causes qui sont à la base même des conflits internationaux.

On peut donc dire qu'il y avait en présence, d'un côté, ceux qui insistent d'abord et avant tout sur le facteur de la *sécurité*, celle-ci pouvant être assurée, selon eux, ou par la mise en place d'une force de dissuasion plausible, ou par la poursuite d'un désarmement général, et de l'autre, il y avait ceux qui soutiennent qu'une sécurité véritable ne peut s'obtenir qu'en s'attaquant aux causes prochaines et lointaines des conflits, lesquelles peuvent toutes se réduire à l'injustice : ce n'est qu'en agissant ainsi que, selon ce dernier groupe, on peut espérer accéder à un état de *paix*. C'est donc autour de ces deux

pôles de paix et de sécurité que s'organisa la discussion au sein du Comité : on peut noter en passant que ce sont là aussi précisément les deux vocables qui servent à dénommer l'Institut et à signaler en même temps toute l'étendue de sa mission.

L'option activiste ou "interventionniste" d'un Institut jouant un rôle d'acteur à part entière sur la scène nationale et internationale et la thèse contraire d'un Institut cherchant à asseoir son influence sur la seule force persuasive de ses recherches et de ses études, firent également l'objet de plusieurs commentaires. Certaines suggestions furent mises de l'avant à cet égard, dont il sera question plus loin.

## LA SÉCURITÉ

### a) *La sécurité par la dissuasion*

À en juger par les "témoignages" parlés ou écrits devant le Comité des Affaires extérieures et de la Défense nationale, personne ne s'est présenté pour soutenir la nécessité d'une politique de défense illimitée. L'amiral Robert Falls, ancien président de la Commission militaire de l'OTAN, s'est déclaré "très en faveur de la dissuasion, puisqu'à l'heure actuelle, mise à part la menace mutuelle, il ne me semble y avoir aucune autre façon de préserver la paix mondiale". Mais la dissuasion, poussée au-delà de certaines limites, pouvait, selon lui, présenter des dangers : "Est-il vraiment nécessaire d'anéantir l'ennemi plusieurs fois?" Et l'amiral de répondre avec fermeté que pour lui il suffirait amplement d'avoir en sa possession une capacité de riposte également nucléaire, sous forme d'une force sous-marine stratégique impossible à détecter. Tout autre système est tout à fait superflu et nous pourrions, sans grand risque, nous en départir, unilatéralement si nécessaire; selon lui, les militaires canadiens étaient culturellement prédisposés à aborder les questions avec une objectivité remarquable, contrairement à la classe militaire de certaines autres nations, qui se montrait tout à fait imperméable à toute idée de compression des dépenses en matière de défense ou d'une politique de "donnant, donnant".

Dans la même veine, le général George G. Bell, Président de l'Institut canadien des études stratégiques, parla de la nécessité d'une sécurité globale sur tous les plans : politique, économique et militaire . . . "Le débat stratégique international porte, depuis déjà quelque temps, sur les armes nucléaires stratégiques, sur les armes nucléaires à portée intermédiaire, sur les forces conventionnelles et sur l'équilibre militaire entre l'Est et l'Ouest. Mais la nécessité, pour l'Alliance occidentale, d'élaborer une stratégie globale s'impose de plus en plus : une stratégie embrassant les dimensions politiques, économiques et militaires tout à la fois."